

**Le sénateur Olson:** Et il a été invité à signer. Il a décidé qu'il ne signerait pas cette modification constitutionnelle, alors pourquoi dites-vous que quelqu'un l'a isolé? Nous savions très bien qu'il ne signerait rien qui renforcerait le Canada parce qu'il s'opposait par principe à son renforcement.

**Le sénateur Murray:** Quelle position, M. Ryan, le chef libéral, a-t-il prise?

**Le sénateur Olson:** Vous revenez constamment sur cet argument que le gouvernement de l'époque a tenu le Québec à l'écart de la conférence. Ce n'est pas vrai. Peu importe le nombre de fois que vous le direz, ça ne sera pas plus vrai. J'ai siégé pendant des heures entre le premier ministre du Canada et le premier ministre du Québec et j'ai écouté, comme les autres ministres qui étaient là. Personne n'a demandé au Québec de partir. Le Québec n'a été d'aucune façon tenu à l'écart ou isolé, comme le prétend le premier ministre. Évidemment, si vous ne voulez pas accepter cela, si vous ne voulez pas admettre que le premier ministre du Québec s'opposait par principe, à cette époque, à un tel renforcement du Canada, c'est différent. Il était séparatiste. Il était en faveur de la souveraineté-association. Comment pouvions-nous nous attendre à ce qu'il signe un document qui renforcerait la Constitution du Canada? Il ne voulait pas appartenir au Canada.

**Le sénateur Murray:** Cela lui a été imposé contre son gré.

**Le sénateur Olson:** Cela ne lui a pas été imposé.

**Le sénateur Murray:** Oh oui, cela lui a été imposé!

**Le sénateur Olson:** Allons, vous n'étiez pas là. Vous parlez comme si vous étiez là. Ce n'est pas bien de perpétuer une idée comme celle-là comme si c'était un fait. Ce n'est pas vrai.

Honorables sénateurs, comme je l'ai dit, je n'avais pas l'intention de faire un long discours. Cependant, je crois qu'il convient d'apporter certaines précisions, au cas où il y aurait des gens qui pensent que le Canada sera le même après ce que le premier ministre du Québec et le premier ministre du Canada ont dit qu'ils feraient. Ce ne sera pas aussi simple que le Québec l'a laissé entendre lorsqu'il a dit qu'il n'y aurait pas de réunions parce qu'il n'y participerait pas. Je ne crois pas qu'une province, quelle qu'elle soit, puisse conclure une entente dont les autres provinces ne pourraient pas profiter.

**Le sénateur Murray:** Où voyez-vous cela?

**Le sénateur Olson:** Cela découle du fait que le premier ministre Bourassa a dit qu'il n'aurait dorénavant que des négociations bilatérales.

**Le sénateur Murray:** Ils en ont tous.

**Le sénateur Olson:** Oh! ils en ont tous. Y aura-t-il donc maintenant un Canada français et un Canada anglais? Cet énoncé est faux au départ. Il y a beaucoup plus au Canada qu'une division entre les Anglais et les Français. Il y a les autochtones, par exemple, sans parler des neuf millions de Canadiens qui ne sont pas de souche anglaise du tout. Qu'advient-il de nous?

Je pourrais continuer honorables sénateurs à vous entretenir de la question de savoir si les premiers à arriver ici ont été les Français, les Anglais ou les Vikings. Ce sont mes ancêtres qui ont débarqué les premiers sur ce continent. Le sénateur Doody pourrait nous dire, je pense, ce qu'ils ont fait dans le nord de Terre-Neuve à ce sujet. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait des

gens—on a trouvé leurs restes mais aucun d'entre eux n'est jamais rentré en Norvège.

**Le sénateur Doody:** Comment le savez-vous?

**Le sénateur Olson:** On n'en fait mention nulle part.

**Le sénateur Doody:** Eh bien, cela est différent.

**Le sénateur Olson:** Sur ce commentaire, honorables sénateurs, je devrais peut-être conclure en disant qu'à mon avis le gouvernement a fait un terrible gâchis de ce qui était un grand pays. Nous ne savons pas ce qui va arriver. Nous sommes assez forts, je pense, dans toutes les régions du Canada, y compris au Québec, pour pouvoir peut-être sortir de ce pétrin. Mais je ne crois pas, j'en ai bien peur, que les mêmes personnes qui nous ont mis dans cette situation pourront nous en sortir.

**Le sénateur Frith:** Bien parlé!

[Français]

**L'honorable Gérard-A. Beaudoin:** Honorables sénateurs, nous vivons des heures historiques qui, pour moi, sont fort tristes. La mort de l'Accord du lac Meech est un événement qui prend une importance très grande. On permettra à un sénateur qui vient du Québec, tout comme le sénateur David d'ailleurs, de dire ici quelques mots sur la situation constitutionnelle.

Il faut se rappeler qu'en 1867, l'une des raisons, pas la seule, mais l'une des raisons pour lesquelles le Canada a adopté la formule fédérale est parce que le Québec venait de se donner un code civil, parce que le Québec était et est demeuré français de langue et de culture, en un mot, c'est parce que le Québec était distinct. C'est la raison principale pour laquelle nous avons eu le fédéralisme canadien. D'autres provinces, les provinces maritimes, par exemple, étaient favorables au fédéralisme. La première crise constitutionnelle canadienne n'est pas attribuable au Québec. Elle est attribuable à la province de la Nouvelle-Écosse qui n'était pas alors, en 1868, satisfaite du fédéralisme canadien.

Sir John A. Macdonald a réglé cette question en donnant, ce qu'il avait bien raison de faire, à la Nouvelle-Écosse ce qu'elle demandait. Plus tard, la Constitution fut amendée.

[Traduction]

**Le sénateur Stewart:** Quel a été cet amendement dont parle l'honorable sénateur?

**Le sénateur Beaudoin:** Il portait sur le pouvoir de dépenser, mais je préférerais répondre à cette question plus tard, si vous le permettez.

**Le sénateur Stewart:** Ce n'était certainement pas cela.

**Le sénateur Beaudoin:** Voulez-vous dire qu'il n'y a pas eu d'amendement? Plus tard, en 1907, des amendements concernant les paiements du fédéral aux provinces ont été apportés à la Constitution, mais j'y reviendrai plus tard.

[Français]

Le fédéralisme canadien a été adopté et l'une des raisons était le caractère distinct du Québec et aussi parce que les provinces maritimes voulaient avoir une formule fédérale. Par la suite, et je pense que nous le devons à la sagesse de Sir John A. Macdonald et de Sir George-Étienne Cartier, cette forme de gouvernement a fait en sorte que le Canada, qui était une petite colonie britannique perdue au nord des États-Unis, soit